

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-jordanienues et sur l'aide française et européenne apportée à la Jordanie face à la crise des réfugiés, à Amman le 19 avril 2016.

Monsieur le Premier ministre,

J'ai été très sensible à votre discours car je l'ai compris sans aucune traduction. Vous avez fait preuve d'un sens de l'hospitalité qui est celui d'ailleurs du peuple jordanien, mais également d'une maîtrise de la langue française qui était une expression du lien francophone que nous voulons aussi établir.

Je salue les ministres qui sont ici présents, les parlementaires et les représentants de la communauté d'affaires qui unit entreprises jordanienues et entreprises françaises. C'est vrai que les relations entre nos deux pays sont anciennes et votre Chambre de commerce, Monsieur le Président, en est le symbole puisque vous avez rappelé l'année de sa fondation, au début du siècle dernier. Cela signifie que près de 100 ans ont passé et que la France et la Jordanie ont suivi un même chemin, un chemin qui n'a pas été simplement celui des joies et des réussites mais aussi des épreuves. Chaque fois qu'il y a eu des épreuves, nous les avons partagées. Cette relation est également profonde et je veux rappeler la présence de Sa Majesté le Roi Abdallah, lors de la marche du 11 janvier, c'était après les attentats les premiers de l'année dernière qui avaient ensanglanté Paris et qui avaient atteint un journal, Charlie Hebdo, mais qui avaient aussi frappé des policiers et un magasin juif et c'était très important que le Roi Abdallah puisse être là, dans les rues de Paris.

Je sais aussi ce que la Jordanie fait pour lutter contre le terrorisme et la Jordanie nous appuie puisque le dispositif français que nous avons mis en place pour lutter contre l'État islamique ne peut se déployer que grâce à la Jordanie. C'est dire si les liens entre nos deux pays ne sont pas simplement qu'humains, économiques ou culturels, ils sont également politiques et militaires. La Jordanie se situe au milieu de la tourmente, la tourmente qui frappe le Moyen-Orient : il y a la tragédie syrienne, il y a la guerre en Irak, il y a la poursuite du conflit de la crise israélo-palestinienne. Chacun de ces événements, chacun de ces drames, chacune de ces tragédies a des conséquences directes sur la vie économique, sociale de la Jordanie. Si je ne devais que prendre une seule illustration, c'est l'afflux de réfugiés qui crée de graves tensions sur les ressources, sur les infrastructures, sur les services, sur le marché du travail et aussi sur l'État jordanien.

Bref, c'est toute votre économie qui se trouve affectée et une fois encore, les chiffres sont éloquentes : plus de 1 million de réfugiés sont accueillis ici, en Jordanie. Si l'on regarde la proportion que cela représente par rapport à la population jordanienne, c'est considérable, inimaginable même. Ce qui doit conduire l'Europe à réfléchir à ce que cela peut représenter pour les pays voisins avant de s'interroger sur notre propre devoir et nos propres obligations par rapport aux réfugiés.

Les évaluations qui sont faites sont je crois encore très basses quant à leur estimation exacte : on parle d'un coût budgétaire direct pour le budget jordanien de plus de 1 milliard de dollars mais

c'est sans doute, je le disais, davantage.

Nous sommes aussi conscients que les crises autour de la Jordanie ont également des effets sur le tourisme et sur l'investissement et ma présence ici, en Jordanie, avec la délégation que je conduis les nombreuses entreprises françaises c'est aussi un message, un double message. Un message à l'égard des entreprises du secteur privé français pour leur dire : « venez, venez encore davantage investir en Jordanie ». C'est aussi un message par rapport aux Françaises et aux Français qui connaissent ou ne connaissent pas la Jordanie et qui doivent la visiter car je sais combien vos richesses je les ai parcourues, je les ai visitées sont exceptionnelles et combien les touristes ici seraient non seulement accueillis avec hospitalité mais dans la sécurité. C'est cela l'élément essentiel !

Alors je suis venu pour réaffirmer le soutien de la France à la Jordanie. Ce matin, j'ai présenté à Sa Majesté le Roi Abdallah le détail des engagements que la France a pris à la suite de la Conférence de Londres et l'aide de la France à la Jordanie ces dix dernières années, qui avait déjà dépassé 1 milliard d'euros, principalement à travers l'Agence Française de Développement. Pour les trois prochaines années, nous allons faire l'équivalent, près de 1 milliard d'euros, parce que nous considérons que la Jordanie a besoin de ce soutien.

Ce soutien prendra des formes différentes : il y aura des aides budgétaires de l'État français à la Jordanie, des financements concessionnels pour les zones les plus affectées par la crise des réfugiés et des fonds destinés au secteur privé jordanien ou aux investisseurs français qui veulent ici s'implanter, en Jordanie.

Vous m'avez interrogé, Monsieur le Premier ministre, sur ce que l'Europe pouvait faire au-delà de ces aides. Ce que l'Europe doit faire, c'est considérer qu'il doit y avoir un traitement pour les produits d'origine et les produits d'origine jordanienne. Je vous assure ici de mon engagement personnel pour que l'Europe puisse aller le plus loin possible et donne une traduction au « Jordan Compact » qui vise, je le rappelle, à offrir des opportunités aux réfugiés syriens afin qu'ils travaillent et qu'ils ne dépendent pas seulement de l'aide internationale. Cette initiative est susceptible d'attirer également des investisseurs pour faire valoir les compétences qui peuvent se trouver ici et qui peuvent contribuer au développement économique de toute la Jordanie. Nous assouplirons donc toutes les règles pour permettre que le « Jordan Compact » puisse rentrer véritablement en pratique et puisse avoir des conséquences heureuses pour votre économie. Le soutien de la France, c'est aussi ce que les entreprises françaises font. Je parle des grandes entreprises mais je parle aussi des petites et moyennes entreprises que j'ai voulu d'ailleurs associer à ce déplacement pour qu'elles puissent trouver toutes les conditions pour développer leurs activités ici, en Jordanie. Vous avez voulu souligner, Monsieur le Premier ministre et les ministres sont allés dans le même sens ce matin les possibilités qu'offre l'économie jordanienne même dans ce contexte difficile. Nous avons confiance dans l'économie jordanienne parce que nous sommes également convaincus de l'ampleur des réformes que vous avez engagées dans votre pays : réformes économiques indispensables pour simplifier la vie des entreprises, pour assurer la stabilité, la visibilité et cela vaut d'ailleurs pour toutes les économies réformes également administratives avec la décentralisation et également les réformes politiques parce que les réformes politiques contribuent également à assurer, au-delà du pluralisme, au-delà de la liberté, les conditions de la vie en commun et donc de la sécurité.

La France, à travers ses entreprises, est le 6e investisseur ici, en Jordanie. D'ailleurs, nous étions aussi je reviens d'Égypte le 6e investisseur en Égypte. Je considère que la place de 6e investisseur n'est pas une bonne place car généralement, pour les compétitions sportives, seuls les trois premiers sont médaillés, le 6e est un participant. Nous souhaitons donc gravir quelques échelons dans la hiérarchie des pays qui commercent sur le plus, qui échangent le plus, qui investissent le plus ici, en Jordanie. C'est vrai que nous sommes le premier investisseur non arabe et vous l'avez souligné, Monsieur le Premier ministre, avec une vingtaine d'entreprises qui sont implantées ici avec des filiales et qui forment et emploient plus de 4 000 Jordaniens. Je peux citer certaines de ces entreprises parce qu'elles sont les plus connues et puis parce qu'elles vont aussi, à travers le déplacement que j'effectue, amplifier encore leurs investissements

: Orange, Total, Carrefour, Lafarge et tant d'autres entreprises qui sont installées là et qui veulent montrer l'exemple. Des exemples, nous pouvons en présenter, notamment dans le domaine de l'eau parce que c'est un sujet essentiel et c'est là que l'excellence des entreprises françaises et le plus souvent reconnue. Suez exploite la plus grande usine de traitement du Moyen-Orient, celle d'As-Samra, ainsi que l'aqueduc de Disi à Amman et transporte le quart de la consommation d'eau du pays. Nous pouvons faire encore davantage et c'est la raison pour laquelle un nouvel accord a été signé ce matin pour un projet pilote, pour l'amélioration de la distribution de l'eau dans les gouvernorats du nord. L'eau, c'est la ressource la plus rare, c'est la ressource la plus essentielle. Nous devons non seulement permettre qu'elle puisse être distribuée au plus grand nombre mais qu'elle soit économisée car nous n'avons pas le droit, sur les réseaux, d'avoir des pertes qui, finalement sont un gaspillage énorme et un gâchis financier.

Nous voulons donc vous accompagner dans tous vos projets de développement et j'ai bien compris que dans le domaine des infrastructures, des transports, mais également de l'agroalimentaire et du tourisme, vous êtes prêts à faire le meilleur accueil aux entreprises françaises, qui sont ouvertes au dialogue avec les autorités. C'est le sens même de cette rencontre de la communauté d'affaires. Je pense qu'il y a des domaines aussi où nous devons prendre un temps d'avance sur le plan technologique, ce sont les énergies renouvelables, les transports urbains, l'économie numérique. Là aussi, malgré toutes les difficultés que vous traversez, vous pouvez, l'économie jordanienne, être un exemple. Nous voulons que la Jordanie soit un exemple parce que cette région du Moyen-Orient a besoin d'exemples et de références et vous en êtes parmi les plus symboliques.

Alors il y aura d'autres délégations d'affaires qui se succéderont ici, en en Jordanie, il y aura aussi des entreprises jordaniennes qui seront accueillies en France. Je sais qu'une délégation du MEDEF va venir ici, le Président du MEDEF lui-même, c'est dire l'importance qu'il accorde. Je souhaite que ces déplacements se multiplient. Le mien étant le plus symbolique, le plus politique, mais il n'est pas un déplacement simplement pour parler des problèmes de la région. Je les ai évoqués avec Sa Majesté le Roi parce que tant qu'il n'y aura pas de règlement des crises, il y aura toujours cette suspicion, cette difficulté, cette menace qui entraveront le développement.

Ma responsabilité, celle de Sa Majesté, c'est donc de faire que nous puissions trouver des solutions aux crises et de peser notamment sur ce qui se produit en ce moment même à Genève sur la Syrie pour qu'il puisse y avoir une issue. En même temps que nous travaillons sur le plan politique, nous devons aussi construire sur le plan économique et éviter surtout que cette question des réfugiés puisse être pour vous un fardeau insupportable alors qu'humainement, c'est le devoir que vous accomplissez au nom de la communauté internationale.

Vous m'avez également interrogé sur ce que la France pourra faire pour vous accompagner dans les discussions et négociations avec le Fonds monétaire international. Vous êtes un des spécialistes de ces questions et je vous assure là aussi que nous ferons, auprès de ce Fonds international, les démarches nécessaires. Il y aura bientôt la réunion du G7 et lors de ce Sommet, je ne manquerai pas de rappeler que si nous voulons assurer le développement de pays comme le vôtre, si nous voulons permettre que le Moyen-Orient ait un avenir, il faut que les pays les plus riches prennent conscience qu'assurer votre propre croissance, votre propre développement, c'est assurer aussi leur propre sécurité.

Merci à la Jordanie de nous accueillir aujourd'hui.